

Emetteur : Union Africaine

Union Africaine - COMMUNIQUE DE LA 46EME REUNION DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE

Le Conseil de Paix et Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), en sa 46ème réunion, tenue le 10 mars 2006, a adopté la décision qui suit sur la situation au Darfour :

Le Conseil,

1. Prend note du rapport du Président de la Commission soumis conformément au paragraphe 5 du communiqué PSC/PR/Comm.(XLV) du 12 janvier 2006 du CPS sur la situation au Darfour [PSC/MIN/2(XLVI)] ;

2. Décide d'apporter son appui, en principe, à une transition de l'AMIS vers une opération des Nations Unies, dans le cadre du partenariat entre l'UA et les Nations Unies dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique ;

3. Décide de proroger le mandat de l'AMIS jusqu'au 30 septembre 2006, pour entreprendre ce qui suit :

- contribuer à l'amélioration générale de la situation sécuritaire, instaurer un environnement sécurisé pour permettre l'acheminement de l'assistance humanitaire et le retour des personnes déplacées et des réfugiés, et contribuer à la protection de la population civile au Darfour,

- surveiller et observer le respect de l'Accord de cessez-le-feu humanitaire du 8 avril 2004 et des Protocoles d'Abuja du 9 novembre 2004, ainsi que de tous autres accords similaires dans le futur, et

- aider à la restauration de la confiance,

4. Décide que, durant la période mentionnée plus haut, tous les efforts doivent être déployés pour (a) arriver à la conclusion rapide d'un accord de paix au cours du 7ème cycle en cours des Pourparlers de paix inter-soudanais, qui s'est ouvert le 29 novembre 2005, (b) améliorer la situation sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme sur le terrain, (c) et régler la crise entre le Tchad et le Soudan:

En vue de parvenir à la conclusion rapide d'un accord de paix dans le cadre des Pourparlers de paix d'Abuja, le Conseil :

Exige des parties qu'elles démontrent leur engagement à mettre un terme au conflit du Darfour en faisant des progrès rapides sur les questions pendantes aux Pourparlers, relatives au partage du pouvoir, au partage des richesses et aux arrangements sécuritaires.

Exhorte les facilitateurs et observateurs aux Pourparlers de paix d'Abuja, à coopérer plus étroitement avec l'équipe de médiation de l'UA et à intensifier leurs efforts visant à persuader les parties soudanaises à faire des compromis sur les questions pendantes,

Souligne la nécessité d'un engagement accru des dirigeants africains et d'autres parties prenantes au

plus haut niveau pour amener les parties soudanaises à respecter leurs engagements et à négocier de bonne foi en vue de mettre un terme à la violence et conclure un accord de paix avant la fin du mois d'avril 2006,

Afin d'améliorer la situation sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme, le Conseil:

Demande à la Commission de prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour assurer une interprétation consistante, flexible, large et robuste du mandat mentionné au paragraphe 3 ci-dessus et des tâches découlant de ce mandat telles qu'énoncées dans le Communiqué PSC/PR/Comm.(XVII) adopté à sa 17ème réunion, tenue le 20 octobre 2004, et à la lumière des conclusions [MSC/EXP/Con.(III)] de la 3ème réunion du Comité d'Etat-major (CEM), entérinées par la 28ème réunion du CPS tenue le 28 avril 2005 [PSC/PR/Comm.(XXVIII)], en vue d'assurer une protection plus effective de la population civile,

Demande en outre à la Commission de poursuivre vigoureusement ses efforts visant à arriver, le plus rapidement possible, à l'effectif autorisé de l'AMIS, à savoir 6 171 personnels militaires, avec la composante civile appropriée, y compris 1 560 personnels de police civile,

Demande également à la Commission de prendre toutes les dispositions nécessaires pour la mise en oeuvre complète des recommandations faites par la Mission d'évaluation dirigée par l'UA qui s'est rendue au Darfour, du 10 au 20 décembre 2005, en vue de renforcer les capacités de l'AMIS dans le court et moyen termes, en particulier en ce qui concerne la planification opérationnelle et tactique, le commandement et le contrôle, la protection des civils, la gestion conjointe des opérations, l'emploi du personnel et la coordination entre civils et militaires,

Exige des parties qu'elles mettent un terme aux actes de violence et aux atrocités sur le terrain, particulièrement ceux commis contre la population civile, les travailleurs et agences humanitaires, et le personnel de l'AMIS, et de se conformer à leurs engagements au terme de l'Accord de cessez-le-feu humanitaire de N'djaména du 8 avril 2004 et des Protocoles d'Abuja sur les questions humanitaires et sécuritaires du 9 novembre 2004, ainsi qu'aux décisions de la Commission conjointe et aux résolutions et décisions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations unies et du CPS. **En particulier, le Conseil exige :**

- que le Gouvernement du Soudan s'abstienne d'entreprendre des vols militaires hostiles au et au-dessus de la région du Darfour, mette en oeuvre sans délai son engagement déclaré à neutraliser et à désarmer les Janjaweed/milices armées, et à identifier et à déclarer les milices sur lesquelles il a une influence et à assurer que ces milices s'abstiennent de toutes attaques, de tout harcèlement ou intimidation,

- que le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) et le Mouvement/Armée de libération du Soudan (SLM/A) fournissent à l'AMIS les renseignements requis afin de lui permettre de déterminer clairement les sites occupés par les forces sur le terrain et assurent la sécurité des activités commerciales dans les zones occupées par leurs forces, et, s'agissant plus particulièrement du SLM/A, retire ses forces des zones contestées telles que Graïda,

Demande instamment aux parties de coopérer pleinement avec l'AMIS et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la sécurité des membres de la Mission pour lui permettre de remplir son

mandat efficacement et de garantir à l'AMIS et aux agences humanitaires un accès sans restriction,

Demande instamment aux parties, en attendant la conclusion d'un accord de paix, de contenir la détérioration continue de la situation sécuritaire sur le terrain en acceptant l'accord de cessez-le-feu humanitaire renforcé qui leur a été soumis par l'équipe de médiation dirigée par l'UA, et qui prévoit, entre autres, le renforcement des mandats de la Commission de cessez-le-feu et de la Commission conjointe,

Autorise, dans l'intervalle, la Commission de l'UA à convoquer une réunion urgente de la Commission conjointe à Addis Abéba, sous la présidence du Représentant spécial du Président de la Commission au Soudan, en vue de délibérer la situation sécuritaire précaire qui prévaut sur le terrain et prendre les mesures nécessaires et appropriées à l'encontre de toute partie qui aurait été jugée responsable de l'escalade de la violence et de la tension au Darfour,

Lance un appel à la Communauté internationale pour qu'elle continue à fournir l'assistance humanitaire nécessaire aux populations affectées, ainsi qu'aux réfugiés et aux communautés hôtes au Tchad,

Exhorte le Gouvernement du Soudan et les mouvements rebelles à coopérer avec le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), tel que demandé par le Conseil de Sécurité des Nations unies dans sa résolution 1593 (2005), adoptée le 31 mars 2005, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre l'impunité en vue d'assurer une paix et une réconciliation durables au Darfour, et demande à la Commission de coopérer avec la CPI,

En vue de s'attaquer effectivement à la crise dans les relations entre le Tchad et le Soudan, le Conseil :

Exhorte les Gouvernements du Tchad et du Soudan à pleinement mettre en oeuvre les engagements pris et à faciliter le travail des mécanismes qui ont été convenus dans la Déclaration et l'Accord signés à Tripoli en février 2006. Le Conseil entérine la Déclaration et l'Accord de Tripoli,

Demande aux facilitateurs de l'Accord de Tripoli de rester activement engagés dans les efforts visant à désamorcer la tension sur le terrain et à normaliser les relations entre le Tchad et le Soudan, ainsi qu'à assurer le fonctionnement efficace des mécanismes convenus dans la Déclaration et l'Accord de Tripoli,

Demande en outre à la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires et d'apporter toute l'assistance possible en vue de contribuer à la mise en oeuvre de la Déclaration et de l'Accord de Tripoli. Le Conseil demande également à la Commission de préparer et de lui soumettre des propositions sur les modalités de l'assistance que l'AMIS pourrait apporter dans la mise en oeuvre de la Déclaration et de l'Accord de Tripoli, y compris les ajustements nécessaires à son mandat actuel ;

5. Réitère que, compte tenu des progrès faits dans la phase initiale de stabilisation du Darfour et des efforts en cours en vue de la conclusion d'un accord de paix, des dispositions doivent être prises pour maintenir l'opération de soutien à la paix au Darfour en 2006 et au-delà, en ayant à l'esprit la nécessité d'une intégration plus étroite des différents aspects des efforts de paix. A cet égard, le Conseil se félicite de l'adoption par le Conseil de Sécurité, le 3 février 2006, de la Déclaration

présidentielle S/PRST/2006/5 se félicitant des efforts de l'UA et priant le Secrétaire général d'établir sans retard, conjointement avec l'UA et en consultation étroite et continue avec lui ainsi qu'en coopération et en étroite consultation avec les parties aux Pourparlers de paix d'Abuja, y compris le Gouvernement d'unité nationale, un plan d'urgence présentant diverses options dans la perspective d'une transition de l'AMIS à une opération des Nations unies.

Le Conseil prend note de l'annonce par le Gouvernement soudanais de sa disposition à accepter le déploiement d'une opération des Nations unies au Darfour après et dans le cadre de la conclusion d'un accord de paix aux Pourparlers d'Abuja. En conséquence, le Conseil prie le Président de la Commission de poursuivre ses consultations avec les Nations unies, le Gouvernement du Soudan et d'autres parties prenantes sur les modalités de la transition. Le Conseil prie en outre le Président de la Commission à travailler étroitement avec le Secrétaire général des Nations unies en vue d'une planification conjointe à cette fin ;

6. Souligne que la transition de l'AMIS à une opération des Nations unies au Darfour doit être guidée par ce qui suit :

- la disposition du Gouvernement du Soudan à accepter le déploiement d'une opération des Nations unies au Darfour,

- la décision sur le mandat et la taille d'une future opération de maintien de la paix de l'ONU au Darfour doit être guidée par l'évolution de la situation sur le terrain. A cet égard, une conclusion réussie des Pourparlers de paix d'Abuja et une amélioration significative de la situation sécuritaire et humanitaire sur le terrain seront des facteurs clé dans toute décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la nature de l'opération de maintien de la paix au Darfour,

- le caractère africain de la Mission doit être maintenu, aussi bien dans sa composition que dans sa direction, afin, autant que faire se peut, de garantir la coopération de toutes les parties, qui est nécessaire à la réalisation d'une solution durable du conflit au Darfour,

- l'Union africaine doit continuer à jouer un rôle de premier plan dans l'ensemble du processus de paix en cours au Darfour, notamment dans la conduite des Pourparlers de paix d'Abuja et du dialogue et de la consultation Darfour - Darfour, prévus par la Déclaration des principes signée à Abuja le 5 juillet 2005, ainsi que dans la mise en oeuvre des accords existants et à venir entre les parties,

- le maintien, pendant et après la transition, de consultations entre l'UA et l'ONU, notamment entre le CPS et le Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi qu'entre le Président de la Commission de l'UA et le Secrétaire général des Nations Unies, en particulier avant toute décision du Conseil de Sécurité sur l'opération de maintien de la paix envisagée de l'ONU,

7. Recommande la mise en place d'un Comité de chefs d'Etat et de Gouvernement, y compris le Président en exercice de l'UA, le Président sortant, le Président du CPS et le Président de la Commission, ainsi que tout autre chef d'Etat et de Gouvernement que le Président en exercice souhaiterait coopter, pour discuter avec les autorités soudanaises et les autres parties prenantes des voies et moyens d'accélérer le processus de paix et de la transition ;

8. Réitère son appel aux partenaires de l'UA pour qu'ils fournissent toute l'assistance financière et

logistique nécessaire afin de permettre à l'AMIS de continuer à exécuter son mandat jusqu'au 30 septembre 2006 et de soutenir les Pourparlers de paix en cours à Abuja. A cet égard, le Conseil se félicite de la tenue envisagée d'une Conférence d'appel de fonds à Bruxelles, avec l'appui des Nations unies et de l'Union européenne ;

9. Demande un arrêt immédiat de tous les actes visant à susciter des manifestations contre la communauté internationale, en particulier les Nations unies, ainsi que des déclarations inacceptables et diffamatoires à l'encontre de l'AMIS ;

10. Souligne le rôle crucial du Conseil de Sécurité des Nations unies pour tenir responsable ceux qui entravent le processus de paix et commettent des violations des droits de l'homme ;

11. Décide de rester activement saisi de la situation.

News Press 2006